

Inventaire pour la validation des Projets et Plans d'Actions

Version 2023

Particuliers – PA04	
Version du document	1
Date	8.6.2023

Le Plan d'Action du projet Particulier a été mis à jour dans le cadre de l'intégration de la thématique de "Déchets". En particulier, des nouvelles méthodologies ont été élaborées en 2021 pour calculer les économies de déchets (plus de détails ci-dessous). C'est pour cette raison que SIG a demandé à EBP d'effectuer une validation du PA actualisé.

La validation a été réalisée dans la période du 7 décembre 2022 au 8 juin 2023 et est basée sur les exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation des économies d'énergie, d'émissions de CO₂ et de déchets (version 5, août 2022) et du Manuel de Validation et de Vérification du Standard genevois d'évaluation (version 2023).

Le document analysé principal est la description du plan d'action actualisée (version 3.1, avril 2023). En plus, la méthodologie MD19 « Sensibilisation déchet » (version 1.1, avril 2022) a été consultée pour vérifier si les méthodes de calcul indiquées dans le PA sont correctes et appropriées. Cette méthodologie a déjà été validée par EBP Schweiz AG (6.4.2022). L'analyse s'est réalisée avec l'inventaire et les questions définies dans le Manuel de Validation et de Vérification (version 2023). Les questions relevées lors de la validation ont été envoyées à la responsable de projet par écrit. Les réponses écrites et les discussions menées lors de la validation ont permis de clarifier toutes les questions.

L'analyse résulte dans une **opinion favorable** sur le plan d'actions **Particuliers** et confirme qu'il est conforme aux exigences et spécifications du Standard genevois d'évaluation.

Remarque : Au cours de la validation de la thématique « Déchets », deux aspects essentiels ont été examinés en détail.

- D'une part, les émissions de CO₂ « Déchets » sont principalement générées hors du territoire du canton de Genève. C'est pourquoi SIG a décidé que toutes les émissions de CO₂ "Déchets" seraient classifiées comme émissions indirectes et les réductions seront uniquement comptabilisées mais pas valorisées sous forme de certificats négociables. Ces économies d'émissions indirectes sont présentées séparément dans le RCE.
- D'autre part, la loi cantonale sur la gestion des déchets a été adaptée en 2022 et une obligation de tri et de réduction des déchets a été introduite. Pour s'assurer que le test de l'additionnalité soit toujours respecté sous la nouvelle loi, le PA doit présenter l'effet accélérateur de leur projet pour le déploiement de ces obligations réglementaires (voir

Partie 1, point 4.1.2). Le validateur peut confirmer que ces deux aspects ont été correctement mis en œuvre et le PA a été adapté en conséquence.


EBP, étant le Validateur, confirme qu'il est indépendant du responsable du plan d'actions.

Les informations utilisées par EBP durant la validation proviennent du requérant du plan d'actions ou de sources d'informations qui sont jugés fiables par EBP. EBP ne peut pas être tenu responsable pour la précision, l'exactitude, la complétude, l'actualité ou la pertinence des informations utilisées. Par conséquent, EBP rejette toute responsabilité pour des erreurs ainsi que ses conséquences directes ou indirectes liées aux informations soumises, les produits élaborés, les conclusions tirées ainsi que les recommandations formulées.

Zürich, 8 juin 2023



Denise Fussen



Rebecka Hischier

Partie 1 : Inventaire

1. Formalités		Exact	Pas exact
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.	X	DCL 1
1.2	Le requérant est identifié de manière complète.	X	

2. Conditions-cadres			
2.1	Description technique du Projet ou du PA	Exact	Pas exact
2.1.1	Le ou les types de projet ne correspondent pas à un type de projet exclu.	X	
2.1.2	La technologie utilisée correspond à l'état de la technique actuelle.	X	
2.1.3	Le projet n'a pas d'effets secondaires négatifs sur le plan écologique, social ou économique.	X	
2.2	Délimitation par rapport à d'autres instruments et mesures	Exact	Pas exact
2.2.1	Les processus mis en place permettent de distinguer clairement et par des totaux spécifiques les effets comptabilisés par d'autres programmes et ceux pouvant faire l'objet de certificats négociables.	X	
2.3	Postériorité	Exact	Pas exact
2.3.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas déjà mis en œuvre ou si tel est le cas, le Projet ou Plan d'Actions a été annoncé auprès de l'entité coordinatrice avant sa mise en œuvre.	X	
2.3.2	Si le Projet, le Plan d'Actions ou l'Action était déjà en activité au moment de l'annonce à l'entité coordinatrice, il est démontré qu'il existe un risque avéré de cessation d'activité	n.a.	
2.4	Durée de Projet ou d'Actions / Période de créditation	Exact	Pas exact
2.4.1	La durée de Projet ou des Actions incluses dans le PA et la période de créditation correspondent au contenu de la méthodologie choisie ou à une valeur admise.	X	

3. Détermination des effets			
3.1	Marges de fonctionnement du système et sources des effets	Exact	Pas exact
3.1.1	Les effets directs sont réalisés sur le territoire du canton de Genève.	X	
3.1.2	Tous les effets directs sont inclus.	X	
3.1.3	Les effets indirects sont bien spécifiés comme tels.	X	
3.1.4	Toutes les fuites (effets interactifs) ont été identifiées.	X	

3. Détermination des effets			
3.2	Méthodologies	Exact	Pas exact
3.2.1	La ou les méthodologies utilisées sont cohérentes avec le ou les types de Projet ou d'Actions.	X	
3.3	Effets attendus	Exact	Pas exact
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.	X	DCL 2
3.3.2	Dans le cas du cumul des effets sur la première année de mise en œuvre du Projet ou de l'Action, le facteur d'actualisation a été appliqué de manière correcte.	X	
3.4	Comptabilisation des effets	Exact	Pas exact
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.	X	DCL 3
3.4.2	Les effets qui peuvent faire l'objet de certificats négociables et ceux qui donnent droit à des aides financières sont clairement identifiés.	X	

4. Additionnalité			
4.1	Test de l'additionnalité réglementaire et légale	Exact	Pas exact
4.1.1	Le Projet ou Plan d'Actions n'est pas rendu obligatoire par une loi, un règlement ou tout autre acte législatif.	X	
4.1.2	Si 4.1.1 est « Pas exact », le Projet ou Plan d'Actions accélère significativement le déploiement d'obligations réglementaires en vigueur.	X	
4.2	Analyse des barrières	Exact	Pas exact
4.2.1	Le Projet ou le Plan d'Actions répond à au moins l'un des trois types de barrières.	X	
4.2.2	La ou les barrières invoquées sont argumentées de façon plausible et claire.	X	
4.3	Analyse de la pratique courante	Exact	Pas exact
4.3.1	Le projet ne correspond pas à la pratique courante ou permet d'accélérer significativement le déploiement d'une technologie.	X	

5	Aides financières et répartition de leurs effets	Exact	Pas exact
5.1	Les aides financières sont prises en compte dans la démonstration de l'additionnalité.	X	
5.2	La répartition des effets des aides financières est définie de manière correcte et évite une double comptabilité des réductions d'émission.	n.a.	

Partie 2 : Liste des questions

DCL 1		Liquidé	X
Remarque : La question concerne une version antérieure du PA (Août 2022).			
1.1	La proposition de Projet ou de Plan d'Actions et les documents de référence sont complets et cohérents.		
Question <ul style="list-style-type: none">- Veuillez corriger la date de la base du Programme genevois d'efficience énergétique et des ressources (EER) sur la première page. Il est indiqué mars 2021 au lieu d'avril 2021.- Il y a de phrases sans point final. Veuillez compléter s.v.p.			
Chapitre D. Additionalité : <ul style="list-style-type: none">- Veuillez corriger le format de la partie de texte « Analyse des barrières ».			
Réponse du requérant <i>Les corrections demandées ont été apportées.</i>			
Conclusion du validateur Les corrections souhaitées ont été effectuées. Le DCL 1 peut donc être clos.			

DCL 2		Liquidé	X
3.3.1	Les effets attendus sont calculés de manière correcte.		
Question			
Chapitre 4. Effets attendus			
<ul style="list-style-type: none">- Est-il possible de donner une première estimation des effets attendus pour la réduction des déchets annuelles ?			

<p>Réponse du requérant</p> <p><i>Les estimations, sur la base des économies par actions directement réalisées lors des visites auprès des ménages, ont été intégrées. Pour les économies liées aux coachings, nous n'avons pas encore assez de recul pour fournir des estimations.</i></p>
<p>Nouvelle question</p> <p>Nous ne pouvons pas comprendre les estimations indiquées. Pouvez-vous nous fournir une explication du mode de calcul ? Sont-ils basés sur les résultats des économies des années précédents ?</p> <p>En plus, nous vous prions d'adapter la dernière phrase en conséquence : Les estimations concernant les objectifs pour les visites peuvent être données, mais pas encore pour les coachings.</p>
<p>Réponse du requérant</p> <p><i>Les estimations pour les visites sont calculées en fonction du nombre annuel de logements potentiels visités (par ex. Eco-social : 2'000 logements, soit une économie de déchets de 76t – car par logement la méthodologie prévoit une économie 18.1kg, soit 76t pour 2'000 logements).</i></p> <p><i>Les estimations concernant les objectifs pour les visites peuvent être données, mais pas encore pour les coachings.</i></p>
<p>Nouvelle question</p> <p>Vos calculs des estimations ne sont toujours pas compréhensibles pour le validateur. Selon nos calculs, le résultat est</p> <p>Eco-social : 18.1 kg x 2'000 logement soit 36.2 t de déchets économisé</p> <p>Eco-logement : 18.1 kg x 10'000 logement soit 181 t de déchets économisé</p> <p>Visite villa : 32.73 kg x 1'000 logement soit 32.7 t de déchets économisé</p> <p>Veuillez corriger cela dans le PA.</p>
<p>Réponse du requérant</p> <p><i>Il faut tenir compte du nombre d'habitants par logement comme indiqué dans la méthodologie (car ce sont des économies par an par habitant). Nous prenons 2.1 habitants par logements qui est la moyenne genevoise. Les économies estimées que nous avons mises sont donc correctes.</i></p>
<p>Conclusion du vérificateur</p> <p>Avec les explications du requérant, le validateur a pu comprendre les calculs. Les économies estimées sont donc correctes et le DCL 2 peut être clos.</p>

DCL 3		Liquidé	X
3.4.1	Les types de comptabilisation des effets générés sont présentés clairement et distinctement.		
<p>Question</p> <p>Chapitre 5. Valorisation des effets</p> <ul style="list-style-type: none"> - Est-il pris en compte qu'une personne puisse participer à deux ateliers en ligne ou à plusieurs activités concernant la réduction des déchets ? Comment est-ce qu'il est prévu d'éviter le double comptage de ces effets ? 			

Réponse du requérant

Oui une même personne peut participer à plusieurs ateliers ou activités. Si une personne suit un coaching individuel post-visite, alors les économies calculées seront moins importantes. En effet, coaching + visite est considéré comme du N3 (soit 57.17 kg), alors que le coaching seul et la visite seule sont considérés comme du N2, soit respectivement 32.73 kg, soit 65.46 kg cumulés. Pour les ateliers, étant donné que les sujets sont spécifiques et non-traités durant les visites ou coachings, il n'y a pas de double comptage.

Conclusion du validateur

Les explications du requérant sont compréhensibles et satisfaisantes. Avec cette stratégie, le double comptage est évité.

Le DCL 3 peut donc être clos.